

LE 11 JANVIER: UN ÉVÉNEMENT INQUIÉTANT

Shmuel Trigano

"Le démocrate est comme fasciné par tous ceux qui méditent sa perte". Il a "au fond de lui même comme un regret de la violence qu'il s'interdit"

Jean Paul Sartre, ("Réflexions sur la question juive").

La manifestation du 11 janvier constitue un événement considérable que l'on n'a pas fini d'analyser. Son côté massif, sa diffusion géographique et sa densité en font un moment de fusion nationale de type émotionnel, en apparence non rationnel mais dont l'explication rationnelle est possible sociologiquement parlant, à un niveau qui échappe totalement à l'expérience des individus, pris séparément¹.

La première remarque que l'on peut faire, c'est qu'une telle mobilisation constitue un indice de l'ampleur de la crise qui l'a rendue possible: elle n'est pas artificielle, même si le pouvoir, en la personne de Manuel Valls, avait déclaré par médias interposés, lors de son discours d'Evry, la veille, que "tous les citoyens *doivent* descendre dans la rue ce jour-là". Elle nous dévoile une perspective sur l'état de la société. De ce point de vue, elle a offert au malaise ambiant un exutoire gigantesque, qui aujourd'hui se "fétichise" dans un objet symbolique: le nouvelle livraison de *Charlie Hebdo*, achetée par millions.

Remarquons avant tout le côté désespéré et le sentiment de fin des temps: face à l'évolution des choses, il n'y a plus qu'à descendre dans la rue en silence, applaudir, chanter la Marseillaise, scander "Charlie"... Le silence de cette manifestation exprimait, à hurler, le non-dit et l'inconscient qui la portaient. Le mot d'ordre "Je suis Charlie" signifie exactement que l'on revendique la place du mort comme une dignité en vertu d'une compassion sacrificielle face aux assassins. Cette foule immense n'a pas déclaré la guerre aux islamistes, elle n'a pas identifié les terroristes pour ce qu'ils sont. On peut même avancer que l'objectif inconscient de ce rassemblement était de ne pas les identifier comme tels, du fait du coût symbolique que cela représente pour les illusions des 30 dernières années (exactement depuis la venue au pouvoir des socialistes qui voulaient "changer la vie"), mais plutôt de s'identifier aux victimes, dont on ne sait pas clairement de qui elles le sont puisque l'agresseur n'est pas clairement identifié.

Ce n'est pas en effet "la liberté d'opinion" qui est en jeu (autre objet substitutif) mais l'attaque non plus mondiale, cette fois-ci, mais nationale de l'islamisme. Il ne s'agit pas de défendre la première mais d'éradiquer de façon résolue ce dernier. Et si l'on croit qu'on va l'emporter en levant un crayon en l'air ou en dessinant des caricatures, voire en communiant dans un pacifisme dégoulinant de bonnes intentions, c'est déjà la défaite qui s'annonce.

Compassion-démission

La compassion universelle témoignée dans ce rassemblement, contrairement à ce que les commentateurs ont voulu voir et célébrer, ne vient pas en effet d'une sublimation éthique du

¹ Leur émotion et leur bonne volonté restent de ce point de vue profondément authentiques et ne sont pas l'objet de notre analyse. L'analyse sociologique procède de l'hypothèse que la société est quelque chose de plus que la somme des individus qui la composent. Elle posséderait ses propres modalités de comportement, échappant au conscient de l'individu.

sentiment de vengeance mais du choix silencieux de l'exposition martyrologique aux coups (à venir) des agresseurs. Une "guerre" (Valls dixit) sans ennemis clairement identifiés n'a aucune chance d'être gagnée.

Quand on est attaqué, en effet, la moindre des choses pour sauvegarder sa santé mentale, c'est de nommer son ennemi et de l'identifier pour le terrasser. C'est là où est le problème et c'est ce que la France ne fait pas et ne peut pas faire depuis 15 ans². Entre le moment où François Hollande déclare, il y a deux jours, qu'il s'agit d'un acte "antisémite" et le début des agressions, en 2000, il s'est passé 15 ans pendant lesquels les classes dirigeantes françaises ont dénié le problème, préférant caresser les mythes de "tensions inter-communautaires" et de "conflit importé" et se repaître d'explications sociologisantes³. Ce discours est toujours à l'œuvre quand Laurent Fabius, sur RTL, le matin même de la manifestation, affirme que le conflit du Proche Orient - entendez: Israël - est la cause de l'antisémitisme en France. A l'encontre de ce mantra, ce que les derniers attentats ont montré, c'est que la cause de l'antisémitisme est à rechercher dans les motifs islamiques et coraniques contre les non-musulmans, clairement invoqués par les terroristes, mais aussi dans le silence des musulmans "modérés" qu'on n'a jamais entendus, clairement et en masse, sauf rares exceptions, refuser ni combattre l'antisémitisme, mais aussi l'incapacité de l'Etat d'intégrer l'islam en le réformant et de protéger les Juifs. C'est pour cacher tout cela qu'au plus fort des événements le Pouvoir pointe en filigrane (mais systématiquement dans sa politique) la responsabilité d'Israël et y voit la cause de tout ce qui se passe.

"Je suis Charlie, je suis un flic, je suis juif"

Le slogan "Je suis Charlie, je suis un flic, je suis juif", qui a irrigué la manifestation est tout aussi significatif d'une démission, intérieure cette fois-ci: si "je" suis tous ces personnages, je ne suis en effet personne en particulier, c'est à dire que moi même je ne peux être identifié, je choisis de ne pas assumer ce que je suis, en d'autres termes de pouvoir faire face à l'agresseur pour l'emporter dans ce combat. Sur ce plan-là, de la neutralisation de l'identité des victimes, les Juifs ont posé un problème aux commentateurs car cet esprit démissionnaire ne supporte pas qu'ils sortent de leur rôle de victimes consentantes et silencieuses, ce qui serait le cas s'ils quittaient la France. L'alya a ainsi été présentée sur de nombreuses chaînes de télévision comme une trahison, une violence faite à l'"union nationale"⁴. Elle est en effet reliée à Israël, depuis 15 ans, symbole de force militaire et d'"occupation" dans le discours médiatique. C'est dans ce rôle victimaire uniquement que les Juifs sont célébrés comme symboles sacrés de la République ("Toucher à un Juif, c'est toucher à la République") et c'est très inquiétant car le

² On peut comprendre cette injonction à ne pas faire d'amalgame pour éviter l'aggravation de la situation, mais elle ne doit pas faire obstacle à la capacité, ne serait-ce que sécuritaire, de faire face à la menace. Sur le plan d'une analyse stratégique, c'est en effet une défaillance fatale de s'interdire d'identifier et de comprendre la motivation et la logique de l'agresseur (les politiciens et les journalistes l'avouent: "ils ne comprennent pas"; mercredi 14 janvier, la "cover story" de FR2 était "Comment Amedy Coulibali, *enfant de la République*, a-t-il pu faire cela?") Elle retentit directement sur la capacité de combattre la menace avant même que l'agression se produise. Cela donne lieu à des discours pathétiques, de Boston à Camberra attribuant les crimes au "déséquilibre mental".

³ Elles continuent 6 jours après (15 janvier) les agressions, dans un discours à l'Institut du Monde arabe, le président Hollande réitère ces explications qui exonèrent l'islam de toute responsabilité: "l'islam radical se nourrit de toutes les misères, de toutes les inégalités" et rajoute comme pour renforcer le trait ""l'islam est compatible avec la démocratie". Or c'est là qu'est le problème. Cette religion ne s'est pas réformée comme christianisme et judaïsme au 19^e siècle, pour entrer dans l'Etat-nation français.

⁴ Jusqu'à mercredi 15 au soir au journal de 20h de FR2, où un reportage militant a démontré que les Juifs ne veulent pas partir en Israël et qu'ils veulent rester français (sic).

sacré est proche du tabou terrifiant, l'un se nourrissant de l'autre et l'un pouvant se retourner dans l'autre. Il n'y a que Valls, première génération née en France, pour y croire encore⁵.

Le dispositif du "pas d'amalgame"

Comme pour tous les attentats commis en Occident, le syndrome du "pas d'amalgame" s'est vu réactivé. J'entends par là ce discours immédiat et quasi rituel mettant en garde, aux premières minutes d'un attentat, contre le danger d'"amalgame", formulé dans le même souffle que la condamnation de l'agression, voire même avant, de sorte que l'attention aille d'abord aux musulmans en général et pas aux victimes ni à la fustigation de la motivation *islamique* du crime. L'attentat conduit ainsi non pas à soutenir les victimes mais à un resserrement de l'opinion autour des musulmans innocents. Les musulmans ont été ainsi sans cesse au centre des débats. Le soir même, dans une émission sur M 6 (*Zone 6*) consacrée à l'événement, on pouvait voir un premier reportage sur "Les musulmans de France : des familles dans la tourmente", suivi, c'est à dire en deuxième position, d'un reportage sur les Juifs de France... Tarek Oubrou, Imam de Bordeaux, invité de l'émission, lui même un Frère musulman, pour répondre à l'interrogation sur le départ des Juifs a enchaîné immédiatement sur les musulmans qui, aussi, quitteraient la France (sic), attitude très typique: un ping pong symbolique⁶. Le président de la République lui même déclare 6 jours après l'attentat "les musulmans sont les premières victimes du fanatisme, du fondamentalisme, et de l'intolérance"⁷. Le dispositif du "pas d'amalgame" consiste ainsi en pratique à insérer les musulmans dans la catégorie des victimes, ce qu'a fait derechef le gouvernement dans les mesures de sécurité mises en place: les menaces contre les Juifs viennent de mosquées fondamentalistes mais les mosquées sont sous protection. Ainsi éteint-on, collatéralement, la considération de l'antisémitisme spécifique, islamique.

Amalgame il y a néanmoins du côté des leaders politiques, au plus haut niveau, quand ils se livrent, à chaque attentat, à une véritable profession de foi théologique, proclamation d'allégeance, en affirmant *urbi et orbi* que la cause avouée des agressions, l'islam, serait invoqué mensongèrement par les assaillants et que leurs actes, "ce n'est pas l'islam"(Cf. Cameron, Hollande⁸, Obama...). Or, il est évident aux yeux de tous que l'islam est la motivation unique des agresseurs, ce que corrobore le fait que de nouveaux convertis puissent aller rapidement de leur nouvelle religion au terrorisme, qu'ils n'auraient eu aucune raison de pratiquer auparavant. L'amalgame est donc reconduit subrepticement quand ces leaders parlent comme d'un absolu de "l'islam", des "musulmans" en bloc, que les islamistes trahiraient. C'est le signe qu'ils pensent en fait profondément qu'il y aurait de quoi les soupçonner. Se sentir obligé de défendre *en bloc* les musulmans, dont on ne voit pas pourquoi ils seraient TOUS responsables des fondamentalistes parmi eux, même si ceux-ci se réclament du même islam, instille le doute.

Ces distinguos, en fait, devraient être l'affaire des musulmans. Le problème est que jusqu'à ce jour ils n'ont jamais fait clairement ce travail et plus spécialement en ce qui concerne leur

⁵ Déclaration de M Valls au journal *Atlantic Monthly*: "The choice was made by the French Revolution in 1789 to recognize Jews as full citizens... To understand what the idea of the republic is about, you have to understand the central role played by the emancipation of the Jews. It is a founding principle." "Le choix a été fait par la révolution française de reconnaître les Juifs comme citoyens à part entière... Pour comprendre l'idée de la République, vous devez comprendre le rôle central joué par l'émancipation des Juifs. C'est un principe fondateur".

⁶ A ce jour, jeudi 15 janvier, s'ajoute l'initiative du CRAN, en faveur de l'attribution de la légion d'honneur au "héros malien *musulman (expressis verbis)* de l'hypercacher".

⁷ À l'Institut du Monde arabe, le 15 janvier

⁸ François Hollande, 6 jours après, à l'Institut du Monde arabe: "L'islam est compatible avec la démocratie".

rapport aux Juifs. Le monde arabo-musulman est dévoré actuellement par une haine des Juifs très profonde, religieuse, politique, historique. La chose n'est pas claire, même chez ceux qui s'opposent aux djihadistes. On a pu ressentir ce trouble aux paroles de Dounia Bouzar, grande combattante contre "l'amalgame", interlocutrice universelle de tous les médias français, qui, dans l'émission "Mots croisés" du 12 janvier, évoqua la présence de Natanyahou dans la manifestation pour expliquer pourquoi des musulmans n'y ont pas participé... Or, l'antisémitisme avance aujourd'hui sous couvert d'antisionisme, dans la dénonciation légitimante de pseudo crimes commis par Israël, invention de la propagande palestinienne pour justifier le terrorisme palestinien. C'est en hurlant pour Gaza, en juillet dernier, qu'on a attaqué la synagogue de la Roquette. En quoi est-ce différent du discours de Merah sur les Juifs?

Le discours du "pas d'amalgame" comporte ainsi, de façon dialectique, un amalgame collatéral, inavoué bien évidemment: celui qui consiste à attribuer la cause de la violence antisémite et djihadiste à Israël, en l'occurrence "Natanyahou". Les journalistes ont rivalisé d'excès pour définir la délégation ministérielle israélienne: extrême droite, ultra-nationaliste, etc, là où les Palestiniens sont bien sûr des anges innocents. C'est justement là un trait spécifique du nouvel antisémitisme: le discours médiatique français y joue un rôle gravissime dont les preuves ont été amplement fournies. L'accusation d'Israël et du sionisme dans le nouvel antisémitisme fut, dès le départ, en 2001, clairement énoncée par Hubert Védrines, alors ministre des Affaires étrangères, quand il déclara qu'ils "comprenait" les violences antijuives des banlieues à la lumière de "ce que faisait Israël aux Palestiniens". Il l'a réitérée le 11 janvier sur BFM. C'est en fait le discours classique du Quai d'Orsay, réitéré aussi le même jour par Laurent Fabius, comme on l'a signalé. La "politique arabe" de la France a un impact direct et structurel sur l'antisémitisme en France⁹.

Le rôle d'Israël

Le dispositif du "Pas d'amalgame" permet ainsi de pratiquer l'amalgame envers Israël (et les Juifs), de détourner la critique de l'islam vers la compassion pour les musulmans, victimes de racisme. Nous verrons dans les semaines à venir tout ce que ces personnalités auront à nous dire face au prochain attentat du Hamas et du Fatah: sans doute qu'il ne s'agira pas ici de "terrorisme" mais de lutte légitime contre la colonisation. Le rôle que joue Israël dans le dispositif du "Pas d'amalgame" est apparu cette fois aussi clairement dans l'affaire de l'invitation de Natanyahou. Les médias israéliens ont rapporté que, le vendredi qui précéda la manifestation, François Hollande avait exprimé au premier ministre israélien qu'il ne souhaitait pas sa présence dans la marche pour ne pas mettre en danger le "message d'unité" que la manifestation voulait envoyer, ni "créer de divisions", en y incluant un élément de division entre Juifs et Arabes, à savoir le conflit israélo-palestinien. Le discours de Fabius le lendemain matin même montrait que c'était la ligne même du gouvernement socialiste. C'est quand Natanyahou a décidé de venir que Mahmoud Abbas a été invité, lui qui représente le mouvement terroriste qui a inventé dès les années 1960 le terrorisme mondial et qui célèbre toujours les actes de terreurs contre les Juifs¹⁰! On a même vu le Hamas et le Hezbollah, parangons du terrorisme islamique, condamner les attentats parisiens et organiser des

⁹ Et elle continuera, comme l'assure François Hollande lors d'une visite improvisée à l'Institut du Monde Arabe, le jeudi 15 janvier, annonçant une prochaine initiative de la "politique méditerranéenne". Il en a profité pour exalter à nouveau le monde arabe "Face aux crises et aux guerres, le monde arabe doit être une réponse et pas un problème"!

¹⁰ Y compris le meurtre à *Charlie Hebdo* dans le journal palestinien *Al-Rasalah*, le vendredi 9 janvier.

manifestations de solidarité avec Charlie Hebdo, dans les villes de Ramallah et d'Hébron¹¹. Personne n'a par ailleurs trouvé étrange la présence dans la manifestation des émirs du Qatar, le financeur mondial du terrorisme islamique - il est vrai grand créancier de l'Etat français.

Or la question d'Israël et du sionisme est un problème cardinal quand on sait que l'antisémitisme - et pas seulement musulman - se cache aujourd'hui derrière le paravent d'un antisionisme réputé légitime pour frapper les Juifs dans le monde entier. Rendre Israël coupable de la situation comme le fait presque ouvertement le gouvernement français (avec la résolution de reconnaissance de l'Etat palestinien rédigée par la France et présentée au Conseil de Sécurité), c'est justement jeter de l'huile sur le feu comme l'ont fait pendant 15 ans les médias français. Sortir le Hamas de la liste des organisations terroristes comme l'a fait l'UE, et donc la France, c'est mettre en danger directement les Juifs français. Et la France comme on a fini par le voir. C'est tout cela que couvre le "pas d'amalgame"

L'accusation des Juifs au cœur de la compassion victimaire

Du point de vue de la neutralisation de la cause de l'agression, nous avons été servi tout au long du 11 janvier par le discours des médias, mais tout refoulement a besoin d'une compensation ailleurs. Ainsi, la compassion y a-t-elle régulièrement tourné à l'accusation des Juifs, mettant en question leur "peur" ("Ont-ils raison d'avoir peur? se demande de façon ahurissante, 15 ans après, Anne Sophie Lapix dans l'émission "Mots croisés" du 12 janvier) et surtout leur projet de quitter la France.

Suivre les reportages sur la manifestation devant l'Hypercacher sur BFM et I-Télé était très instructif. L'accusation des Juifs (de partir) était le leitmotiv, ponctuée par l'affirmation lancinante des journalistes que les Juifs sont bien français, chantent la Marseillaise, font corps avec les non Juifs, etc. I:Tele a trouvé le moyen de détourner le recueillement de Vincennes en orchestrant une critique de Natanyahou et du sionisme qui détourneraient les Juifs de la France. Tout le reportage sur place n'a eu de cesse de mettre les Juifs en porte à faux entre Israël et la France, "la République", et de répéter sans fin que des musulmans étaient présents, tous français, tous unis dans la même compassion, la même union nationale. Sur BFM, le studio coupa abruptement une voix juive qui détonnait dans ce concert compassionnel en affirmant que les Juifs finiraient par partir, ce que contestait un Africain qui était là et qui jugeait que partir pour Israël c'était de la lâcheté...

Les journalistes d'origine juive de ces chaînes, Ruth Elkrief et Mickaël Darmon ont été aussi sollicités pour mouiller leur chemise et dire combien les Juifs étaient français. Et donc fustiger implicitement ces Juifs qui veulent devenir des Israéliens. Il est probable que les journalistes de ces chaînes ont eu des consignes de la rédaction pour rendre compte de cet événement. Il faut réécouter les commentaires lancinants des reporters répétant les mêmes idées pour le constater: compassion, fraternité, solidarité, vive la République, nous sommes tous français, les musulmans sont dans la rue, ils sont de bons français, l'islam est pacifique, les terroristes ne sont pas des musulmans, les Juifs ne doivent pas partir pour Israël, ils sont de bons français, la France unie, dressée contre la barbarie, etc. Cette manipulation du langage et de la terminologie, rappelle les "éléments de langage" que l'AFP donne à ses reporters pour habiller idéologiquement les événements du Moyen Orient et donc les détourner en faveur des Palestiniens dans un langage qui ne peut qu'inciter à l'inimitié envers les Juifs mais qui, parce qu'il émane de la puissance publique, la légitime. Il ne faut pas oublier en effet qu'aux yeux de

¹¹ A la sortie de la nouvelle livraison de Charlie Hebdo, par contre la condamnation du monde musulman (imams interviewés à Gaza par exemple aussi bien qu'individus en France) était unanime.

l'opinion musulmane, les "Israéliens" sont des "Juifs", c'est ainsi d'ailleurs qu'ils sont nommés couramment. Pas de distinguo, ici, mais un amalgame total.

L'amalgame contre Israël

Cette accusation si fraternelle des Juifs, de si vieux citoyens, (du genre "on vous aime trop pour vous laisser partir!") nous envoie un signe inquiétant. La criminalisation du sionisme que nous avons observée *crescendo* ces dernières années est toujours à l'œuvre. Le meurtre de 4 Juifs n'a rien changé, même si la compassion pour la liberté de pensée les a inclus dans la célébration. La levée en masse de la France contre les attentats strictement antisémites ne s'est pas produite jusqu'à ce jour ni pour Halimi, ni pour Toulouse... A ce niveau, l'amalgame est total et personne ne le met en question. Il est tellement évident qu'on ne s'en doute même pas. Une comparaison peut aider à en mesurer le jugement selon "deux poids, deux mesures". Personne, en effet, ne semble trouver anormal ou condamnable, dans ce concert d'innocemment des vrais musulmans, que plusieurs millions d'entre eux soient des doubles nationaux qui votent sur le territoire français dans toutes les élections nord-africaines, voire, dans le cas tunisien, en majorité pour les islamistes d'Ennahda. Et qu'en est-il si l'on compare les Juifs avec les autres Français qui s'expatrient en masse. Qui les fustigera pour manque de patriotisme?

Cet état de choses illustre bien ce que j'écrivais en 1982 dans mon livre *La République et les Juifs après Copernic* dans un chapitre intitulé "Les derniers Français de France" (les Juifs bien entendu): on demande aux Juifs de témoigner de façon victimaire et martyrologique d'une France qui n'existe plus depuis belle lurette. On a beaucoup entendu parler de la République ces jours ci mais qui se rend compte qu'elle n'existe plus dans les faits, les comportements, l'éducation, la politique du gouvernement et déjà tout simplement parce que l'adhésion de la France à l'Union Européenne a mis fin à la souveraineté nationale, un trait indissociable de la "République". Cela n'empêche pas de chanter la Marseillaise. Appelés à remplir ce rôle de grands prêtres de la République, les Juifs doivent rester des victimes consentantes et silencieuses devant lesquelles on dépose des gerbes mais ils ne doivent pas devenir des Israéliens, c'est à dire, dans l'imaginaire, des "soldats", mais, dans le vrai, des sujets souverains, semblables à tous les autres.

Le sens global de la manifestation

Sur un plan politique global, la manifestation du 11 janvier constitue un phénomène structurellement ambigu et contradictoire. L'expression la plus spectaculaire de la contradiction se résume toute dans les applaudissements que les supporters de *Charlie Hebdo*, journal libertaire et rebelle s'il en est, ont adressés aux policiers. Je n'ai rien contre mais ce phénomène pose question si on le réfère à ce que le journal satirique symbolisait, à savoir un libéralisme développant une critique féroce de tout pouvoir (et donc en premier de la police). Qui manifestait donc ? Etait-ce la France du "Vivre ensemble", justement celle que célèbrent les élites et les médias mais qui se lézarde à grands pas? Ou la France patriotique et nationale, nationaliste même (drapeaux, Marseillaise, "Vive la France"), celle que l'idéologie dominante avait condamnée? Un fait objectif: on a assisté, tant du côté des participants que des journalistes qui en rendaient compte, à des expressions d'un patriotisme oublié, expressions de fierté nationale qu'hier on jetait aux orties et concédait à l'extrême droite.

En d'autres termes: est-ce que la majorité plus ou moins proche du FN était là ou plutôt les supporters du multiculturalisme? La première aurait profité de l'occasion pour se lever en toute légitimité contre les musulmans, en s'engouffrant dans la faille sécuritaire et politique pour manifester, par les pieds - et pas la bouche -, un patriotisme opposé au pouvoir, accusé

de faiblesse. Les actes terroristes rendaient possible en effet de désigner l'islam sans se voir accuser d'islamophobie. Si c'est la France du "Vivre ensemble" qui arpentait les rues, elle aurait manifesté là un ultime sursaut face à l'abîme qui la guette, afin de suturer cette faille et sauver son rêve multiculturaliste et une stratégie de démission face à l'islamisme. Dans ce cas-là, la manifestation aurait été un effort désespéré pour maintenir un narratif de 20 ans d'erreurs qui a obscurci les enjeux et empêché de faire face aux vrais problèmes. Cette dernière explication a beaucoup de crédibilité tellement l'évocation des "musulmans de France" a été centrale, absolument majeure dans tous les discours accompagnant l'événement, célébrant la fraternité, la fraternisation des "communautés", la francité des musulmans... La présence des dirigeants européens dans la manifestation conforte aussi cette idée car la politique des 30 dernières années fut celle de l'UE et de ses commissions, qui ébranla les Etats-nations et les identités nationales, en aggravant cette évolution avec une politique immigrationniste.

La manifestation du 11 janvier est à inscrire cependant dans une perspective plus longue pour être comprise. Je pense à une série étonnante de manifestations de masse en France: Copernic en 1980¹², Carpentras en 1990. Toutes ces manifestations ont eu à voir avec les Juifs et l'antisémitisme, toutes ont rassemblé la société française tous partis réunis (on ne peut dire confondus, ce qui ne fut pas le cas avec Copernic ni avec Carpentras, à l'exception du 11 janvier). J'ajouterais: toutes ont à voir avec le PS. Or ces démonstrations considérables, tenues pour positives sur le moment, n'ont rien changé pour la condition juive. Au contraire, elles ont installé la situation que nous connaissons depuis 15 ans et n'ont fait que scander la marche à l'abîme du judaïsme français.

Pronostic exploratoire

Nous sommes à la veille d'une vague nationaliste et/ou républicaniste. Les deux ne sont pas sociologiquement opposées. Il y a là deux versions, de droite et de gauche, d'une affirmation de l'identité collective. Tous les partis semblent converger dans cette direction à laquelle Marine Le Pen a donné son ton, au diapason d'une évolution générale de la population européenne vers la droite musclée. Ce que montre cette manifestation, en tout cas, c'est qu'un grand courant d'opinion va dans ce sens. Cela concerne Sarkozy, bien sûr, mais aussi Hollande et les socialistes. J'avais dans mon tiroir un article sur "le tournant national du socialisme français" qui nous a donné à voir ces derniers mois comment un pouvoir aux abois tente de fédérer un public en désamour autour de "La France est un grand pays", "nos soldats", "nos armées". "Le beurre ou les canons"¹³... Et là François Hollande a réussi. Le nationalisme vers lequel nous allons aura donc deux visages: "identitaire" et "républicain", cette dernière version bien incarnée par Valls. L'un s'identifie à une identité nationale, l'autre aux "droits de l'homme" et à la laïcité. Cette évolution sera profondément anti-européaniste et pourrait être le prélude à une guerre des identités ethniques, produit inéluctable de la ruine de la citoyenneté consécutive à l'affaiblissement de l'Etat-nation dans la construction européenne.

Dans les deux cas, les Juifs n'auront pas la part belle. D'un côté, ils seront accusés de double allégeance, comme il y a un siècle, de l'autre (à gauche), de mettre en danger, du fait de leur "communautarisme", l'unité indivisible de la République, sur l'autel de laquelle ils sont appelés à se sacrifier, en exemple pour les musulmans, et, entre les deux, face aux

¹² Mon analyse de la condition juive en France a commencé avec *La République et les Juifs après Copernic* (1982), justement devant l'étonnement ressenti face à la réaction de l'opinion française, positive, certes, mais hautement problématique. Ce que j'ai compris alors s'est hélas vérifié jusqu'à ce jour.

¹³ Cela n'a pas tardé avec au lendemain de la manifestation la visite de Hollande sur le porte-avions Charles de Gaulle avec Marseillaise, déclaration musclée annonçant le renforcement militaire, etc...

multiculturalistes, ils seront tenus pour démontrer par leurs pieds et leur lien avec l'Etat d'"apartheid", le côté fallacieux du roman du "vivre ensemble", qui est une dérision de l'être ensemble propre à la démocratie.

ANNEXE

L'islamophobie et le "pas d'amalgame"

Le dispositif du "pas d'amalgame", s'inscrit dans la logique d'un concept récent, "l'islamophobie", fruit de l'action politique internationale de l'Organisation de la Coopération Islamique, un bloc de 57 Etats à l'ONU, dont le programme d'"Alliance des civilisations" vise à restaurer et exalter l'image de l'islam dans la culture occidentale, programme auquel l'Union Européenne a adhéré pleinement en vertu d'une série de traités et d'accords, dont les effets se ressentent dans tous les domaines, notamment éducatif, culturel, médiatique, politique.

Ce concept est problématique. Il met en œuvre une confusion qui identifie l'islam, une religion, une pensée, à une caractéristique ethnico-raciale. Il y a effectivement, sur le plan des normes, une distinction à faire entre le racisme anti-arabe/musulman, une haine de type ethnique qui s'applique aux personnes individuelles et à la masse, avec la critique ou la haine de l'islam comme idéologie, philosophie ou religion. Il peut exister une haine idéologique du christianisme ou du judaïsme, de l'athéisme ou du laïcisme, comme du socialisme ou du communisme, mais tant que cette haine, ce mépris ou cette critique n'aboutissent pas à une atteinte aux personnes s'en recommandant, on n'est pas face à un cas de racisme mais à une animosité idéologique et intellectuelle. Il est vrai que cette animosité peut conduire à des actes agressifs. Il faut à ce propos distinguer entre "discrimination" et "racisme", ce dernier ne faisant référence qu'à une race, un caractère supposé relatif à des caractéristiques physiques apparentes, une catégorie elle-même idéologique.

Le racisme anti-arabe/musulman ne doit donc pas être confondu avec quelque perspective que ce soit concernant l'islam comme doctrine. Le terme de "phobie" est ici trompeur et pour cause, c'est pour cela qu'il a été forgé. Il réfère la haine à une défaillance psychique (donc irresponsable) et, surtout, il a une portée invasive qui ferait de toute opinion sur l'islam un racisme, ce qui reviendrait par exemple à faire du blasphème un acte raciste (ce qui est un but avéré de l'Organisation de la Coopération Islamique). Or, bien que le blasphème soit une provocation gratuite et inutile (on peut être athée sans jeter nécessairement le discrédit sur une croyance), ce n'est pas un acte "raciste" ou, plutôt, "discriminatoire". L'accusation d'islamophobie, de cette sorte, parce qu'elle s'étend aux valeurs et aux croyances de l'islam, parce que l'étendue du champ de la phobie n'a aucune limite, risque donc de se confondre avec un interdit de nature religieuse, intellectuelle, culturelle et idéologique, visant en l'occurrence, à protéger, défendre et illustrer l'islam. Il fait de lui, une religion (un facteur culturel), un marqueur ethnique (un facteur réputé biologique), de sorte que le critiquer, ce serait porter atteinte à une ethnie.

Je serais aussi perplexe pour la notion de "judéophobie". L'antisémitisme est une forme de discrimination qui s'attaque aux Juifs parce qu'ils sont juifs, dans le sens où ils appartiennent à un "peuple" qui serait caché dans les citoyens (le complot juif mondial). Cacher cette vindicte dans l'antisionisme (autre forme de la condition de peuple des Juifs) ou le mensonge sur les pseudo crimes d'Israël est le propre du nouvel antisémitisme. La preuve est que cette idéologie s'attaque aux Juifs *en France*, à l'instar de Merah voulant "venger les enfants de Gaza". À Toulouse.

La vérité est que tous ces distinguos juridiques sont fragiles. Dans la réalité sociologique, la réalité vécue, si les musulmans reconnaissent dans leur religion un drapeau de leur appartenance collective (c'est en fait ce que nous dit l'analyse sociologique durkheimienne du phénomène religieux), critiquer l'islam, c'est s'attaquer à eux en personne, à leur dignité... L'homme moyen n'est pas un philosophe ni un juge. C'est le fait que cette confusion devienne invasive et agressive pour les autres qui est inacceptable. Or c'est bien le cas avec le djihad mondial.